

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Le 4 janvier 2023.

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats



Publié sur

SAB MATOUR

Zone Industrielle des Berlières
71520 MATOUR

Références : AM/VV/2023/L_08
Code AIOT : 0005401839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement SAB MATOUR (ex Fonderie de Matour) implanté Les Berlières 71520 MATOUR. L'inspection a été annoncée le 18/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de la visite de récollement de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DCL-BRENV-2022-24-1 du 24 janvier 2022

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAB MATOUR (ex Fonderie de Matour)
- Les Berlières 71520 MATOUR
- Code AIOT : 0005401839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Sab Matour exploite sur la commune de Matour une fonderie d'aluminium. Elle produit des pièces utilisées principalement dans les moteurs des véhicules thermiques. Elle emploie entre 100 et 110 personnes, dont une quarantaine d'intérimaires.

Le niveau d'activité est instable et incertain pour l'avenir. La société cherche à diversifier les

domaines d'utilisation des produits fabriqués.

Suite à une modernisation du site, via sa robotisation, les résultats financiers de ce dernier sont redevenus positifs.

Les principaux thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention de la pollution atmosphérique ;
- consommation et protection de la ressource en eau ;
- gestion des eaux pluviales et confinement des eaux d'incendie ;
- surveillance des eaux souterraines ;
- prévention des nuisances sonores ;
- moyens d'intervention et organisation des secours ;
- gestion des produits chimiques notamment l'utilisation du dioxyde de soufre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.3
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.5
10	Ouvrages d'épuration des rejets aqueux au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.3.6.1
15	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, articles 7.1.1, 7.2.1 et 7.2.2
17	Moyens d'intervention et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 8.9.3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.3.1
3	prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.1.3
5	prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.4
7	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.6
8	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, articles 4.1.1 et 4.5.1
9	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.1.2
11	Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.6.3
12	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.6.3.2
13	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 5.1.6
14	Substance et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, articles 6.1.1 et 8.2.2
16	Ventilation des locaux	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 8.5.3
18	Condition particulières de l'installation de noyautage par gazage	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 9.1.1
19	Condition d'exploitation de l'installation de trempe	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 9.1.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions demandées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2022, pour lesquelles les échéances étaient échues le jour de la visite d'inspection, ont été réalisées.

Il a cependant été constaté :

- que les vitesses d'éjection à l'atmosphère au niveau des émissaires 1 et 22 sont inférieures aux vitesses minimales mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- que les mesures demandées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation afin de réduire les nuisances sonores des installations pouvaient, selon les prestataires acousticiens de l'exploitant, être non pertinentes et que l'exploitant a, en conséquence, besoin d'un temps supplémentaire pour affiner les actions à mettre en oeuvre ;
- dans le rapport de mesure de bruit de 2018 montre que certains niveaux sonores de bruit en limites de propriété et les émergences au niveau des zones à émergences réglementée dépassent les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2022.

L'exploitant doit :

- s'assurer du débit et de la réserve en eau du poteau incendie situé devant l'établissement ;
- poursuivre l'étude et mettre en oeuvre les actions nécessaires pour réduire les niveaux sonores liés à l'exploitation du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 1.2.1.1
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Installations mentionnées à l'article 1.2.1.1
Constats : l'exploitant a précisé que la situation administrative des installations exploitées n'a pas évolué depuis la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2022. L'exploitant a été informé que la rubrique 4718 distingue les récipients à pression transportables des autres installations. Cela n'a pas d'impact sur le régime de classement de l'installation classée au titre de la rubrique 4718-2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions des polluants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés au chapitre 3.2 du présent arrêté portant sur l'ensemble des rejets atmosphériques canalisés, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. Sur un cycle de trois années, une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au chapitre 3.2 du présent arrêté est effectuée pour chaque émissaire identifié à l'article 3.2.2 et présentant des rejets canalisés. Ainsi, l'intégralité de ces émissaires est testée à minima de manière triennale. Le programme de surveillance des émissions des polluants, établi par l'exploitant, assure une répartition stratégique des émissaires, sur chaque année d'un cycle triennal, suivant le type d'installation raccordée et la nature des paramètres à analyser, et ce, de manière à disposer d'une surveillance homogène chaque année.
Constats : l'exploitant a établi un programme pour la surveillance des 26 points de rejets à l'atmosphère présents sur le site. Le plan présenté est établi pour que l'ensemble des points de

<p>rejets soit contrôlé sur 3 ans. En 2022, 10 émissaires ont été contrôlés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - four à sole Marconi (n°1) ; - cellule SIR 2 et 3 (n°29) ; - cuisson des noyaux – dessablage (n°22) ; - grenailleuse Cogeim sapin (n°30) ; - grenailleuse Rosler (n°27) ; - noyautreuse BICOR 44 (n°10) ; - noyautreuse DISCO 3200 (n°16) ; - noyautreuse Euromac Isocet (n°15) ; - noyautreuse H5 n°4 (n°14) ; - noyautreuse LT5 (n°13). <p>A noter que la noyautreuse Disco 3200 n°2 (émissaire 17) qui n'est plus utilisée est en cours de démantèlement. Il n'est pas prévu de remplacer cet équipement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Une mesure des niveaux d'odeurs de l'environnement du site est réalisée dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté dans des conditions normales de fonctionnement des lignes de fabrication. L'exploitant prend les dispositions nécessaires et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant la mise en œuvre de ces actions de réduction des nuisances olfactives et les résultats de cette mesure, accompagnés des commentaires et éventuelles propositions initiales d'amélioration.</p> <p>Constats : un échantillonnage d'odeur a été réalisé par l'Apave le 19 juillet 2022 selon la norme NF EN 13725. L'analyse de l'échantillon a été réalisée le 20 juillet 2022.</p> <p>Le prélèvement a été réalisé en limite de propriété côté route, du côté des habitations les plus proches.</p> <p>La concentration d'odeur analysée est de 990 u.o.€/m³.</p> <p>Le rapport indique que les résultats obtenus montrent que les niveaux d'odeurs mesurés en limite de propriété (990 u.o.€/m³) correspondent à des odeurs peu persistantes, compte tenu des expériences connues dans ce domaine.</p> <p>En effet, 4 niveaux d'odeurs peuvent être distingués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'odeurs inférieur à 500 u.o.€/m³ : Odeur très peu persistante, - Niveau d'odeurs compris entre 500 et 1000 u.o.€/m³ : Odeur peu persistante, - Niveau d'odeurs entre 1000 et 10 000 u.o.€/m³ : Odeur persistante, - Niveau d'odeurs supérieur à 10 000 u.o.€/m³ : Odeur très persistante <p>L'exploitant indique qu'il avait envisagé le remplacement du dioxyde d'azote utilisé lors de la fabrication des noyaux. Les essais réalisés, avec un produit de substitution, se sont révélés non concluants. Ce nouveau procédé entraînait une dégradation rapide des noyaux.</p> <p>Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'odeur marquée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vitesses minimales d'éjection mentionnées dans le tableau de l'article 3.2.3.
Constats : Les vitesses aux débouchés des émissaires 1 et 22 ont été mesurées respectivement à 3,6 m.s ⁻¹ et 1,6 m.s ⁻¹ .
Constat 1-13122022 : non-conformité : les vitesses d'éjection mesurées aux débouchés des émissaires 1 et 22 sont inférieures aux vitesses minimales fixées à l'article 3.2.3.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, paramètres à analyser
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Paramètres mentionnés dans le tableau de l'article 3.2.4
Constats : Les paramètres analysés aux différents émissaires contrôlés en 2022 correspondent aux paramètres demandés à l'article 3.2.4.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.5		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques		
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à : <ul style="list-style-type: none">• des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;• à une teneur en O₂ de référence de 3 % en volume. Les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieures aux valeurs limites suivantes :		
Paramètres	Code CAS	Concentrations en mg/Nm ³
Ammoniac (NH ₃)	7664-41-7	40
Composés organiques volatils totaux (COVT)	-	10 (*) – 110
Formaldéhydes	50-00-0	20
Monoxyde de carbone (CO)	630-08-0	10 (*) – 100
Oxyde d'azote (NO_x) exprimés en dioxyde d'azote	-	50
Oxydes de soufre (SO₂) exprimés en dioxyde de soufre	-	15 (*) – 300 (**)

Paramètres	Code CAS	Concentrations en mg/Nm ³
Phénols	108-95-2	20
Poussières	-	20
Aluminium	7429-90-5	5

(*) Objectif cible des rejets issus du four à sole (émissaire n°1).

(**) Si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h.

Suivant les points de rejet, les paramètres à analyser sont indiqués dans le tableau de l'article 3.2.4.

Constats : les résultats des analyses des prélèvements réalisés sur les émissaires 29, 30, 27, 10, 16, 15, 14, 13 qui ne sont pas reliés à des systèmes de combustion n'appellent pas d'observation.

Concernant les analyses des rejets atmosphériques issus de systèmes de combustion combustion (four à sole Marconi (1) et étuves de cuisson des noyaux (22)), le rapport de l'APAVE précise que les résultats indiqués sont en concentration sur gaz sec et sans correction d'oxygène et flux massique.

L'article 3.2.5 demande que la teneur en O₂ de référence soit de 3 % en volume.

Constat 2-13122022 : demande de compléments : selon les indications indiquées dans le rapport de l'Apave n'a pas été pris en compte la correction nécessaire pour ramener les concentrations des polluants à une valeur de référence en O₂ attendue, l'exploitant transmettra et analysera les résultats corrigés.

De plus, pour les rejets à l'atmosphère du four Marconi, le rapport d'analyse relève une non-conformité en lien avec la concentration de composés organiques volatils totaux (COVT) rejetée (24,6 mg/m³).

L'article 3.2.5 fixe un objectif cible de 10 mg/Nm³ pour les COVT présents dans les effluents atmosphériques du four Marconi. L'article 3.2.5 fixant un objectif cible, une non-conformité n'est pas relevée. La VLE en concentration pourra être modifiée suivant les conclusions du BREF « Forges et Fonderie » qui devrait prochainement être publié.

Cet équipement est récent, il a remplacé des fours de fusion type "creusets" dont les effluents n'étaient pas canalisés.

L'exploitant a demandé au fabricant du four de venir vérifier les réglages du four.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.6		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des flux et polluants rejetés		
Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. À l'échelle de l'établissement, les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :		
Paramètres	Code CAS	Flux en g/h (canalisé et diffus)
Aluminium	7429-90-5	20
Poussières, y compris particules fines	-	1000
Constats : Compte tenu de la fréquence triennale des analyses, l'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des résultats d'analyses lui permettant de calculer le flux d'aluminium rejeté. Le flux de poussières calculé est de 471,5 g/h. Le fichier présenté est configuré pour permettre un calcul des flux rejetés.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 8 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, articles 4.1.1 et 4.5.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau	
Prescription contrôlée :	
Article 4.1.1 Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :	
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel en m ³
Réseau public « <i>Matour-Botte</i> »	3500
Article 4.5.1 Les dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée évoqués à l'article 4.1.1 du présent arrêté sont relevés hebdomadairement, les résultats sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, et consultable par l'inspection des installations classées.	
Constats : sur le site, l'eau est utilisée essentiellement pour les besoins sanitaires et pour compléter l'eau qui s'évapore des trempes. Elle a pour origine le réseau public. L'exploitant a présenté un relevé hebdomadaire de la consommation d'eau du site. Celui-ci indique les consommations relevées au niveau du compteur général d'arrivée d'eau ainsi qu'au niveau des quatre trempes associées aux fours de traitement thermique. Fin novembre 2022, la consommation d'eau totale, depuis le début de l'année 2022, était de 1984 m ³ .	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 9 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. L'exploitant justifie du bon état de fonctionnement de ces équipements.
Constats : un disconnecteur est implanté au niveau de l'arrivée d'eau générale. L'équipement a été contrôlé le 29/08/2022. Le rapport relatif à ce contrôle ne fait pas mention d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Ouvrages d'épuration des rejets aqueux au milieu nature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents aqueux
Prescription contrôlée : Le bassin d'orage constitué de deux cuves enterrées est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Rejet dans le milieu naturel (EP) : Les réseaux des eaux pluviales de toiture et de voiries sont raccordés, avant rejet vers le milieu naturel, au dispositif de traitement et de confinement suivant composé : <ul style="list-style-type: none">• d'un piège à sable en amont du bassin d'orage ;• d'un bassin d'orage de 40 m³ constitué de deux cuves enterrées d'un volume unitaire de 20 m³, équipées chacune d'une pompe de relevage dont l'alimentation électrique est assurée par le groupe électrogène du site ;• d'un dispositif de confinement d'un volume minimal de 400 m³ constitué de deux cuves aériennes ;• d'un séparateur d'hydrocarbures en aval du dispositif de confinement ;• d'une pompe de relevage d'un débit inférieur à 18 l/s permettant, en fonctionnement normal, d'envoyer les eaux pluviales dans le séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel.
Constats : les équipements attendus à l'article 4.3.6.1 ont été mis en place.
Constat 3-13122022 : demande de compléments : l'exploitant justifiera les caractéristiques de la pompe de relevage permettant de limiter le débit à 18 l/s. Le confinement des effluents sur le site est assuré par l'arrêt de la pompe de relevage. Un bouton permet cet arrêt. Des consignes sont établies, définissant les actions à mettre en œuvre pour assurer la mise en œuvre du confinement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Pour satisfaire à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, un deuxième puits de prélèvement est créé en aval du site de l'installation. Pour la création de cet ouvrage, un expert reconnu en matière d'hydrologie, a minima : <ul style="list-style-type: none">• définit l'emplacement approprié pour l'implantation du dispositif de contrôle à mettre en place, en fonction du contexte du site à surveiller et du sens des écoulements souterrains transitant sous le site ;• définit la nature et les caractéristiques techniques de ce dispositif ;• émet des recommandations concernant les modalités de sa réalisation. Cet ouvrage est réalisé conformément aux dispositions de l'article 4.6.2 du présent arrêté et opérationnel dans les douze mois suivant la notification du présent arrêté. L'ensemble des documents ayant conduit à sa réalisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.
Constats : la société SAB Matour est en contact avec la société Pearl pour la réalisation d'une étude hydrogéologique, l'implantation d'un troisième piézomètre et le nettoyage des crépines des deux piézomètres déjà présents sur le site. Le délai de douze mois accordé pour la mise en œuvre de l'équipement n'est pas échu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.6.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Article 4.6.3.2 - Programme de surveillance L'exploitant est tenu de procéder ou faire procéder à une surveillance de la qualité des eaux de la nappe souterraine à l'aide des ouvrages mentionnés à l'article 4.6.3.1 du présent arrêté. Cette surveillance est réalisée a minima deux fois par an, en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Article 4.6.5.1 - Eaux souterraines À l'issue de chaque année de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les résultats des analyses effectuées en période de basse et haute eaux, accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés, ainsi que de tous les commentaires utiles à leur compréhension notamment si des anomalies sont observées. Ils sont accompagnés d'un bilan récapitulatif de l'ensemble des résultats recueillis, concluant vis-à-vis de l'évolution des relevés. En cas d'évolution défavorable des résultats enregistrés, l'exploitant propose un mode de traitement adapté pour y remédier. Le rapport de ces campagnes de mesures doit reprendre l'historique des mesures antérieures pour chaque paramètre et chaque piézomètre, sous forme de graphique par exemple, permettant de suivre les évolutions. Constats : les deux derniers prélèvements et analyses des eaux souterraines ont été réalisés en juin et novembre 2022 (résultats de novembre non transmis le jour de l'inspection). Il a été décidé avec l'exploitant que la transmission des résultats des analyses, à l'inspection des installations classées, devait être réalisée avant le 31 mars de l'année suivante. Ces résultats seront accompagnés d'une comparaison aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs seuils de qualité fixées par le SDAGE) telle qu'attendue à l'article 4.6.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Constats : l'inspection a informé l'exploitant que désormais, le registre des déchets devait comporter l'ensemble des éléments attendus à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. L'exploitant a présenté son registre des déchets, il comporte l'ensemble des éléments attendus à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Substance et produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, articles 6.1.1 et 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des produits
Prescription contrôlée : Article 6.1.1 L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) sont tenus à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier, les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la fiche de données de sécurité étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site. Article 8.2.2 L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 du présent arrêté sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Constats : l'exploitant dispose de l'inventaire des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement. Cet inventaire indique la nature, l'état physique, la quantité maximale des produits. A chaque produit, est affecté un numéro qui est reporté sur un plan permettant de localiser la zone d'entreposage. L'inventaire et le plan sont disponibles dans le classeur tenu à la disposition des services de secours. Ce classeur contient les FDS des principaux produits présents dans l'établissement. L'ensemble des FDS est présent à l'infirmerie et sur le réseau interne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, articles 7.1.1, 7.2.1 et 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement
Prescription contrôlée : Article 7.1.1 L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci. Les aménagements prévus par l'exploitant visant à améliorer la situation acoustique de ses installations : <ul style="list-style-type: none">• doublage de la façade nord du bâtiment de noyautage ;• pose de silencieux rectangulaires à baffles sur l'extraction du compresseur ;• pose d'écrans acoustiques sur les dépoussiéreurs ; sont effectifs dans les douze mois suivant la notification du présent arrêté. Les justificatifs de ces aménagements sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Toutefois, ce délai peut être prolongé si les aménagements proposés ne sont plus adaptés à la situation actuelle de l'établissement. Dans ce cas, l'exploitant transmettra un dossier comprenant l'ensemble des justifications permettant de s'assurer du respect des objectifs à atteindre du point de vue des nuisances sonores et d'expliquer la nécessité de prolonger le délai. Ce dossier devra être transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Articles 7.2.1 et 7.2.2

Respect des valeurs limites d'émergence et des niveaux limites de bruit en limite d'exploitation.

Constats : dans un courrier du 21 avril 2022, l'exploitant a indiqué, que lors du chiffrage des travaux de réduction de bruit présentés dans le dossier de demande d'autorisation et repris à l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, les prestataires ont émis des réserves sur l'efficacité des actions préconisées dans l'étude acoustique réalisée en 2018. Selon eux, il n'était en effet pas garanti que les mesures prévues aient un effet suffisant sur les sources qui ont un réel impact sur les Zones à Emergences Réglementées (ZER).

Les acousticiens consultés recommandent la réalisation d'une nouvelle campagne de mesure.

L'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° DCL/BRENV/2018-38-1 du 7 février 2018 demande, sous un délai de 18 mois, à l'exploitant de prendre les dispositions permettant de respecter les valeurs limites d'émissions sonores (niveaux de bruit et émergences).

La dernière mesure acoustique a été réalisée le 25 octobre 2018. Le rapport met en évidence :

- des dépassements des niveaux sonores en limite de propriétés de :
 - 1 et 2 dB au niveau des points 1 et 3 en période diurne ;
 - 11 dB au niveau du point 3 en période nocturne ;
- des émergences de 12 dB en période diurne et 20 dB en période nocturne (niveau sonore ambiant maximal 50 dB) au niveau de la ZER.

Le point 3 est situé à l'arrière de l'établissement.

L'établissement étant isolé, le bruit résiduel (mesuré par point masqué) est faible (30 à 35 dB).

Compte tenu de ce bruit résiduel faible l'exploitant indique qu'il ne lui sera jamais possible de respecter des émergences de 3 et 5 dB.

Constat 4-13122022 : non-conformité : certains niveaux sonores et les émergences mesurés le 25 octobre 2018 ne respectent pas les dispositions des articles 7.2.1 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2022.

L'exploitant indique qu'il est en contact avec les voisins du site et qu'il a déjà réalisé des actions suivantes :

- mise en place de silencieux au niveau du noyautage (octobre 2021) ;
- mise en place d'un silencieux au niveau des cellules SIR ;
- intervention sur un sifflement de la station azote (juillet 2022).

Il est envisagé le remplacement des dépoussiéreurs, potentiellement responsables des niveaux sonores notamment au point 3, par un dépoussiéreur unique qui serait implanté à l'intérieur des bâtiments.

Le déplacement de compresseurs, envisagé un temps, ne pourra pas se faire pour des raisons économiques.

Compte tenu de l'absence de plainte récente émanant de voisins proches de l'établissement, et du fait que des actions complémentaires ont été réalisées et vont être mises en place, l'inspection des installations classées ne propose pas, à ce stade, de suite administrative concernant le non-respect de la disposition de l'arrêté préfectoral de 2018 suscité. Cependant, dans le cas où les dépassements persisteraient malgré les mesures prises et prévues, des suites pourront être proposées au préfet.

Constat 5-13122022 : demande de compléments : l'exploitant transmettra :

- le rapport de mesure des niveaux sonores attendu en 2023 pour connaître l'impact des travaux réalisés depuis 2018 ;
- les conclusions des acousticiens sur les mesures à prendre pour réduire les nuisances sonores générées par l'établissement. Ce rapport sera accompagné d'un échéancier des travaux envisagés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 16 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de SO ₂
Prescription contrôlée : Des détecteurs fixes de dioxyde de soufre (SO ₂) sont installés sur chaque noyautéuse et gazeur. Ces équipements font l'objet d'un suivi périodique dont les modalités et résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : des détecteurs sont présents dans le local gazeur et au niveau de chaque noyautéuse ISOCET. Un contrôle et un étalonnage ont été réalisés par la société France sécurité le 19/10/2022. La vérification est prévue tous les 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Moyens d'intervention et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 8.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (SDIS) ;• des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone ;• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties dans les ateliers de fonderie et de fusion, en quantité adaptée au risque et dotés d'équipements de mise en œuvre ;• d'un débit d'eau pour la défense extérieure contre l'incendie de 120 m³/h pendant une durée au moins égale à 2 heures pour un incendie, assuré :<ul style="list-style-type: none">• soit par l'intermédiaire :<ul style="list-style-type: none">◦ d'un poteau d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 61 213) dont le débit unitaire n'est pas inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, situé à l'extérieur du site en bordure de la route départementale face à l'entrée principale de l'installation ;• d'une réserve d'eau de 120 m³ située vers le parking des véhicules légers au nord-est de l'installation ;• soit par l'intermédiaire de :<ul style="list-style-type: none">• deux poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 61 213) dont le débit unitaire n'est pas inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar en fonctionnement simultané des deux, situés en bordure d'une voie carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment ne soit pas supérieure à 100 mètres pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150 mètres ; <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet de Saône-et-Loire la disponibilité effective de ces débits d'eau en toutes circonstances.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>Des tests réguliers permettant de s'assurer du bon fonctionnement et de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau d'extinction d'incendie sont menés sur ces équipements. Les résultats de ces tests sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
Constats : les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site se composent : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis dans l'établissement, dernière vérification novembre 2022 ;- de sable présent dans des bacs sur roulettes ;

<p>- d'une réserve d'eau de 120 m³ validée par le SDIS en mars 2022 ;</p> <p>- d'un poteau incendie positionné devant l'établissement.</p> <p>Tout le personnel est formé à l'utilisation des extincteurs, le recyclage est programmé tous les 3 ans.</p> <p>Constat 5-13122022 : demande de compléments : l'exploitant justifiera que le poteau incendie présent devant son établissement est en capacité de délivrer 60 m³ pendant 2 heures.</p> <p>Observation : l'exploitant est invité à répondre à la demande du SDIS en indiquant sur la réserve incendie le numéro PN MATOU 801.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 18 : Condition particulières de l'installation de noyautage par gazage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 9.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de noyautage par gazage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour cette activité utilisant du dioxyde de soufre (SO₂), l'exploitant met en œuvre, a minima, les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des consignes d'exploitation sont établies, comportant entre autres : • le mode opératoire pour la manipulation et le remplacement des bouteilles de gaz SO₂ ; • la conduite à tenir en cas de fuite de SO₂ ; • les vérifications, contrôles et entretiens périodiques à effectuer, en conditions d'exploitation normale, sur les noyauteuses et le gazeur ; <ul style="list-style-type: none"> • le remplacement anticipé d'éventuelles pièces d'usures telles que les électrovannes des noyauteuses ; • la périodicité des vérifications périodiques des dispositifs de sécurité (arrêt d'urgence, détecteur de fuite, etc.) ; • le personnel intervenant sur la manipulation des bouteilles de stockage de SO₂ et sur le gazeur est formé et habilité à cet effet ; • présence de détecteurs fixes de gaz SO₂ sur chaque noyauteuse et sur le gazeur, étalonnés et vérifiés périodiquement ; <ul style="list-style-type: none"> • un arrêt d'urgence matérialisé, visible et judicieusement positionné permet de couper l'alimentation générale de gaz SO₂ ; • les produits utilisés pour le moulage des noyaux sont stockés dans un rack à l'extérieur des bâtiments de production ; <p>L'ensemble des documents justifiant la mise en œuvre de ces dispositions sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : des consignes sont établies pour la manipulation et le remplacement des bouteilles de SO₂.</p> <p>Une fiche a été établie pour la conduite à tenir en cas de fuite de SO₂.</p> <p>La liste des personnes formées à la manipulation du SO₂ et autorisées à pénétrer dans le local gazeur est affichée à l'entrée de celui-ci.</p> <p>Deux arrêts d'urgence sont présents, un à l'extérieur du local gazeur, à proximité de l'entrée du local et un second au niveau d'une porte de secours donnant sur l'extérieur. Ces arrêts d'urgence sont visibles et clairement matérialisés.</p> <p>Les bouteilles de SO₂ en attente d'utilisation sont entreposées à l'extérieur.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Condition d'exploitation de l'installation de trempe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 9.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de débordement
Prescription contrôlée : Un capteur de niveau permet d'éviter tout débordement. Ce dispositif fait l'objet de tests périodiques dont les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : les trempes sont équipées de capteurs de niveau (flotteurs). La détection d'un niveau élevé entraîne la coupure de l'arrivée d'eau via une électrovanne. Les capteurs de niveau sont testés tous les lundis matin.
Type de suites proposées : Sans suite